



9e Session de la Conférence des Parties à la Convention sur les zones humides (Ramsar, Iran, 1971)

« Les zones humides et l'eau : richesse pour la vie, richesse pour en vivre »

Kampala, Ouganda, 8 au 15 novembre 2005

Résolution IX.20

Planification et gestion intégrée et interbiome des zones humides, en particulier dans les petits États insulaires en développement

1. RECONNAISSANT qu'il y a des zones humides dans tous les biomes, qu'elles revêtent différentes formes et qu'elles sont influencées par de nombreuses activités, notamment d'origine terrestre et qu'en conséquence, la sauvegarde de leurs nombreux avantages/services écosystémiques nécessite des méthodes de planification et de gestion intégrée ;
2. SACHANT que la Conférence des Parties contractantes à la Convention de Ramsar, à ses 7^e et 8^e sessions, a adopté, respectivement, des lignes directrices relatives à la gestion intégrée des zones humides dans les bassins hydrographiques et des cadres de gestion pour les zones côtières ;
3. NOTANT que la Convention sur la diversité biologique (CDB) a mis au point des programmes de travail thématiques relatifs aux montagnes, aux forêts, aux eaux intérieures, aux terres sèches et subhumides, aux terres agricoles et aux écosystèmes côtiers et marins et qu'elle prépare un programme de travail pour la diversité biologique des îles ;
4. NOTANT EN OUTRE l'approche par écosystème adoptée par la Convention sur la diversité biologique et les orientations associées mises au point pour aider les Parties à l'appliquer, dans la décision VII/11 de la CDB (y compris les annexes) ;
5. RAPPELANT que la Résolution VIII.42 attirait l'attention sur la nécessité « de tenir compte de la petite taille et des ressources humaines et financières limitées des pays et territoires insulaires du Pacifique et, à cet effet, de chercher les moyens de simplifier et d'harmoniser les activités et les obligations de la Convention de Ramsar et de continuer activement de chercher à harmoniser les obligations découlant de la Convention avec celles d'autres instruments internationaux relatifs à l'environnement » ;
6. AYANT PRÉSENT À L'ESPRIT que pour les pays en développement, et les petits États insulaires en développement en particulier, la rareté des ressources, financières, techniques et humaines, continue de limiter la capacité d'appliquer les accords multilatéraux sur l'environnement ;
7. SACHANT que dans son Programme mondial pour l'eau douce, le WWF International a mis au point un prototype de programme de travail interbiome qui cherche à intégrer les programmes de travail de la CDB et CONSCIENTE des travaux de l'initiative H2O (Hilltops to the Ocean, « de la source à la mer ») du PNUE et de l'initiative PABITRA (Pacific-Asia Biodiversity Transect) à cet égard ;

LA CONFÉRENCE DES PARTIES CONTRACTANTES

8. SE FÉLICITE des initiatives du WWF International, du PNUE et de PABITRA qui pourraient être des outils permettant aux Parties d'adopter une approche globale et interbiome de la gestion des zones humides reconnaissant l'importance de la connectivité écologique et hydrologique pour la gestion des systèmes fluviaux, des écosystèmes d'eau douce et des milieux côtiers dans lesquels ils aboutissent, et des orientations additionnelles, dans le cadre des lignes directrices en vigueur élaborées par la Convention de Ramsar sur ce thème et sur des thèmes connexes.
9. INVITE le WWF International à mettre cette information, ainsi que les outils et méthodes, à la disposition des Parties contractantes, pour information et ENCOURAGE l'application et l'amélioration des outils et méthodes et notamment l'évaluation approfondie de leur utilité pour aider les Parties à appliquer plus efficacement les dispositions et orientations de la Convention de Ramsar et de la CDB.
10. DONNE INSTRUCTION au Groupe d'évaluation scientifique et technique, dans le contexte de son travail et de ses priorités, à savoir les tâches prioritaires suivantes, énoncées dans l'Annexe 1 de la Résolution IX.2 : tâche 5 – examiner les orientations Ramsar actuelles ; tâche 81 - améliorer les approches de gestion des zones côtières et des bassins hydrographiques et tâche 112 – examiner les critères et lignes directrices pour les sites Ramsar afin de refléter les priorités mondiales en matière de conservation et d'utilisation rationnelle des zones humides.
11. INVITE le WWF International, en consultation avec le Secrétariat Ramsar et la CDB, à préparer un document d'information à ce sujet en tenant compte des résolutions et décisions pertinentes de la Convention de Ramsar et des orientations existantes de la CDB, et INVITE le Secrétariat de la CDB, s'il y a lieu, à soumettre ce document en tant que document d'information à la Conférence des Parties à la CDB à sa 8^e réunion, comme contribution à la mise au point d'outils et de méthodes pratiques d'application de la CDB notamment dans le cadre du Programme de travail sur la diversité biologique des écosystèmes d'eaux intérieures et de l'approche par écosystème, et comme contribution au renforcement des synergies et à l'harmonisation entre les deux conventions.
12. RÉAFFIRME la nécessité de soutenir les efforts et les besoins de renforcement des capacités des Parties, et des petits États insulaires en développement en particulier, par l'application de méthodes de gestion intégrée et DEMANDE aux Parties, aux autres pays et aux bailleurs de fonds multilatéraux de donner la priorité à la formation et au renforcement des capacités dans ce domaine, et de tenir compte des efforts dans ce sens d'autres conventions et accords internationaux.
13. ENCOURAGE les Parties contractantes à inclure dans leur planification intégrée la mise en place de réseaux d'aires protégées, y compris de sites Ramsar, pour garantir que les avantages/services écosystémiques fournis par les différents biomes soient reconnus et incorporés dans les régimes de gestion et dans les activités d'utilisation des terres et de l'eau, en tenant également compte, entre autres, des dispositions contenues dans la décision VII/28 de la CDB sur les aires protégées et en particulier de l'Élément de programme 1, de l'annexe à cette décision qui fait référence à des mesures directes de

planification, sélection, établissement, renforcement et gestion des réseaux d'aires protégées et des sites.